

En bref

Météo : le second semestre 2023 est marqué par des records pluviométriques ainsi que de nombreuses intempéries balayant les départements ligériens (tempêtes, inondations, averses de grêle et orages). Ces conditions climatiques exceptionnelles impactent fortement les sols, devenus très humides, ainsi que la production agricole de la région. En **grandes cultures**, les chantiers de semis des cultures d'hiver sont nettement ralentis, voire stoppés. Les cultures d'été profitent des pluies aux stades de formation et de remplissage des grains. La production de **fruits** et de **légumes** de plein champs subit les conséquences de cet excès d'eau : l'accès aux parcelles est difficile et des tris sont mis en œuvre chez les opérateurs pour pallier aux problèmes de qualité des produits récoltés. Le climat maussade n'encourage pas à la consommation de crudités et plusieurs produits sont déclarés en crise conjoncturelle durant la période estivale (melon, tomate, concombre). Du côté de la **production viticole**, même si les vendanges se sont déroulées sous des conditions climatiques changeantes (alternance épisodes orageux et caniculaires), la région enregistre une très belle récolte avec une hausse importante des vins commercialisables par rapport à l'année précédente.

Le prix des **intrants** baisse lentement au cours du semestre.

En **production de viande bovine**, l'approvisionnement en bovins mâles de 8 à 24 mois connaît des tensions et les cotations s'érodent en fin d'année pour les animaux les moins conformés. La décapitalisation des vaches ralentit mais les abattages régressent de nouveau et le contexte inflationniste plombe la demande. Les exportations des brouillards sont perturbées par la MHE et reculent faute de disponibilités. L'érosion des abattages de veaux de boucherie permet une certaine stabilité des cours. La fin d'année est morose en **lait de vache**. Le repli de la **production ovine** se confirme, la consommation est peu dynamique, les importations complètent la production nationale et les cotations atteignent des niveaux record. La collecte de **lait de chèvre** baisse mais les prix se tiennent. En **production porcine**, les cours sont à un niveau élevé mais en baisse, le coût de l'alimentation reste élevé, l'offre baisse et la demande est atone. Après une année 2022 marquée par l'épizootie de grippe aviaire, les abattages de **volailles** reprennent progressivement. Le prix des œufs est en hausse sur l'année. Les abattages de lapins restent en repli.

Le solde du **commerce extérieur** régional redevient positif au second semestre 2023.

Après un recul sur la première moitié du semestre, la production **Industries agroalimentaires** se redresse mais la demande se contracte. Les prix des matières premières et les prix de vente diminuent.

À la Une

La DRAAF a mis en place un plan d'action pluriannuel territorial Agriculture Agroalimentaire et Forêt. Issu d'une demande du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire durant le second semestre 2023 à l'ensemble des DRAAF, ce plan met en avant l'action de l'ensemble des services de l'Etat et des opérateurs au profit des filières agricoles, agroalimentaires et forestières de la région Pays de la Loire.

Il a été bâti dans le cadre d'une consultation de l'ensemble de ses services et opérateurs, avec une volonté de faire ressortir les actions structurantes et prioritaires pendant sa période de mise en œuvre s'étalant de 2024 à 2027. A ce stade, le document a été validé par le préfet de région et transmis au ministre. Une première mise à jour est envisagée fin 2024, sur la base des retours attendus du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Le plan est articulé autour de six axes stratégiques déclinés en objectifs et actions concrètes intégrant la diversité des enjeux et actions des services de l'Etat et opérateurs dans la région. Il s'agit des axes suivants :

- favoriser une alimentaire saine, durable et accessible au plus grand nombre ;
- accélérer la transition agroécologique, en lien avec les enjeux du changement climatique, de l'eau et de la biodiversité ;
- renouveler et former les générations ;
- soutenir les filières d'élevage durable ancrées dans les territoires et répondant aux nouveaux enjeux ;
- favoriser la décarbonation, maintenir et si possible développer les puits de carbone de la région ;
- valoriser les compétences, motiver les agents et communiquer pour améliorer le service rendu.

Sommaire

Contexte météorologique p. 2
Industries agroalimentaires p. 15

Productions végétales p. 4

Productions animales p. 11

Contexte météorologique

Juillet : après un mois de juin exceptionnellement chaud, la douceur s'installe

Après un mois de juin exceptionnellement chaud avec des températures moyennes et une durée d'ensoleillement hors normes, la région est balayée par des vents d'ouest apportant la fraîcheur de l'océan tout au long du mois de juillet. Ainsi, juillet 2023 comptabilise très peu de jours très chauds (au moins 30°C) : une seule journée à Nantes et La Roche-sur-Yon, 3 journées à Angers ou encore 4 journées au Mans. La journée du 7 juillet est la plus chaude du mois avec des températures maximales supérieures à 30°C observées sur l'ensemble de la région (34,2°C à Saumur, 33,6°C à Angers, 33,2°C au Mans ou encore 34,7°C à Sainte-Gemme-la-plaine). Malgré ces quelques journées chaudes, la température moyenne mensuelle (19,7°C) est conforme à la normale saisonnière. Entre les orages sur le début de mois et les pluies en seconde partie de mois, les précipitations ont rythmé juillet avec une grande disparité dans leur répartition entre le nord et le sud de la région. La Mayenne, mais aussi la Sarthe, comptabilisent un fort excédent pluviométrique alors que le sud de la Vendée enregistre, de son côté, un important déficit (+ 66,5 % de pluie à Laval contre - 24,2 % à La Roche-sur-Yon). Sur le mois, l'ensoleillement est légèrement inférieur à la normale (- 2,9 %). Du 1er au 22 juillet, l'ensoleillement est conforme à la normale voire légèrement excédentaire, puis à partir du 23, le soleil laisse davantage place à la grisaille.

Août : alternance entre épisodes frais et épisodes chauds

La succession d'épisodes frais et d'épisodes chauds ont rythmé ce mois d'août 2023. En début de mois (du 1 au 7), les conditions météorologiques plutôt fraîches et humides de juillet se poursuivent et les températures affichent des valeurs bien en-dessous des normales. Le matin du 7 août enregistre les températures les plus fraîches du mois avec des minimales inférieures à 7°C (6,3°C à Guéméné-Penfao). Le vent se mêle à cette ambiance automnale, notamment avec la dépression « Patricia » qui balaye l'ensemble de la région le 2 août avec des vents allant à plus de 100 km/h sur la côte ligérienne. Sur les 3 premiers jours du mois, des cumuls pluviométriques importants sont relevés sur la région, à l'exception de la Vendée affichant toujours un solde pluviométrique négatif. Du 8 au 23 août, un temps plus estival s'installe sur la région et plusieurs jours très chauds (au moins 30°C) sont enregistrés dans les départements ligériens. Les journées du 22 et 23 août sont les plus chaudes du mois avec des températures relevées supérieures à 36°C. Malgré le passage d'une perturbation le 11 août, les pluies se font plus rares. Dans la nuit du 23 au 24 août, de forts orages frappent le sud de la région accompagnés de pluies torrentielles, de chutes de grêle ou encore de violentes rafales (+ de 7 200 éclairs enregistrés le 24 août matin sur le secteur de la Roche-sur-Yon). Suite à cet épisode orageux, un net rafraîchissement des températures est constaté sur la région sur la fin du mois (du 25 au 31 août). Ces températures plus fraîches sont accompagnées d'un retour des précipitations. Sur le mois, l'ensoleillement est déficitaire sur l'ensemble des départements de la région et plus particulièrement sur Le Mans avec une durée d'ensoleillement de seulement 175 h pour une normale de 226 h.

Septembre : exceptionnellement chaud avec une pluviométrie disparate

Septembre a été exceptionnellement chaud avec des températures moyennes hors normes et une durée d'ensoleillement excédentaire. Il est à noter que le jour le plus chaud de l'année 2023 pour la région est en septembre (9 septembre), et non l'été comme habituellement. Le nombre de jours très chauds (au moins 30°C) est de 8 à Angers, Laval et Le Mans ou encore de 9 à Nantes et à La Roche-sur-Yon. Les stations météorologiques ligériennes enregistrent un nouveau record ! En effet, septembre 2023 devient le mois de septembre le plus chaud depuis le début des relevés. Les 11 et 12 puis du 15 au 22 septembre, plusieurs vagues pluvio-orageuses balaient la région permettant d'avoir des cumuls pluviométriques bien souvent supérieurs à la normale mêmes si ceux-ci sont hétérogènes (+ 70 % au Mans contre - 3 % à Nantes). En Sarthe et Maine-et-Loire, de très forts cumuls de précipitations sont enregistrés. En septembre, l'ensoleillement est légèrement supérieur à la normale (+ 6,4 %) : Angers enregistre le plus fort excédent avec + 10 % pour 210 h d'ensoleillement, là où Laval n'enregistre que + 3 % pour un total de 196 h.

Tableau 1		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours T>=30°C		Insolation (heures et minutes)	
		3 ^e trimestre 2023	Moyennes ou normales 1991-2020	3 ^e trimestre 2023		Moyennes ou normales 1991-2020		3 ^e trimestre 2023	Moyennes ou normales 1991-2020	3 ^e trimestre 2023	Moyennes ou normales 1991-2020
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
Département											
44	NANTES-BOUGUENNAIS	156,3	154,0	14,9	25,8	13,4	24,3	15,0	10,0	657h24	660h18
49	ANGERS-BEAUCOUZE	159,3	149,7	15,2	26,0	13,3	24,7	18,0	11,0	629h36	652h18
53	LAVAL-ETRONNIER	198,4	159,5	14,5	24,7	12,8	23,6	13,0	7,0	582h30	659h54
72	LE MANS	190,1	149,2	15,1	26,1	13,4	24,7	20,0	13,0	593h18	644h12
85	LA ROCHE-SUR-YON	157,3	171,9	14,7	25,5	13,1	24,0	17,0	9,0	658h36	676h12

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MeteoFrance et Meteociel

Octobre : un mois en deux temps

Les températures chaudes du mois de septembre se prolongent sur les deux premières semaines du mois d'octobre. Jusqu'au 13 inclus, les températures maximales enregistrées sont bien supérieures aux normales et les pluies sont globalement absentes. Les 1^{er}, 2, 8 et 9 septembre, la région enregistre encore des jours très chauds (au moins 30°C). Les matinées sont cependant fraîches, le ciel dégagé sur cette première quinzaine favorisant la baisse des températures nocturnes (6 octobre matin : 2°C à Saint-Fulgent en Vendée, 2,2°C à Guéméné-Penfao en Loire-Atlantique et 2,2°C à la Fresnay dans la Sarthe). Le basculement sur un climat automnal se fait à partir de la mi-octobre avec l'arrivée des perturbations de l'atlantique. Ainsi, les températures se rafraîchissent et les épisodes pluvieux se succèdent. Bien que les pluies se soient concentrées sur la seconde partie du mois, le bilan pluviométrique de ce mois d'octobre est nettement excédentaire par rapport à la normale et cela sur l'ensemble de la région. Le littoral est plus particulièrement arrosé (198 mm pour Pornic pour une normale à 90 mm ou encore 195 mm pour Chantonnay pour une normale à 103 mm). Sur l'ensemble du mois, l'ensoleillement est nettement supérieur à la normale (+ 29,8 %).

Novembre : record pluviométrique

Sur la première quinzaine du mois de novembre, la région Pays de la Loire est balayée par de nombreux épisodes ventés ainsi que d'importantes averses. Lors du passage des tempêtes « Ciaran » (1^{er} novembre), « Domingos » (4 novembre), « Elisa » (10 novembre) ou encore « Frederico » (16 novembre), des rafales bien supérieures à 100 km/h sont relevées et cela même à l'intérieur de la région. De la mi-octobre à la mi-novembre, la région subit un mois de pluie intense sans discontinuer permettant à tous les pluviomètres ligériens de présenter des bilans excédentaires voire très excédentaires. Il est à noter que la période 15 octobre / 15 novembre 2023 devient ainsi la plus pluvieuse jamais enregistrée sur une bonne partie des départements. Même si tous les départements sont bien arrosés, les cumuls les plus importants se situent à l'ouest (Vendée et Loire-Atlantique) et au nord de la région (nord Mayenne). Du côté des températures, les vents sud-ouest dominants apportent une douceur sur la région et les températures sont supérieures aux normales. La dépression « Frederico » du 16 novembre sonne la fin du déluge et le basculement sur une période plus calme et bien moins humide. Jusqu'au 24, la douceur est hors norme avec une température moyenne de 12°C (habituellement proche de 9°C). Ce n'est qu'à partir du 25 novembre, que les premières gelées font leur apparition avec un pic relevé le 26 novembre avec - 4°C relevé à Grez-en-Bouère (53) ou Vernantes et Marcé (49). Sur l'ensemble du mois, l'ensoleillement est proche de la normale voire excédentaire (+ 4,2 %). La commune de Laval enregistre l'ensoleillement le plus important avec 101 h pour une normale à 76 h.

Décembre : douceur remarquable

Malgré 3 à 5 jours avec des gelées sous abris, la pluie accompagnée de températures exceptionnellement douces rythme le mois de décembre. En effet, du 8 au 15 puis à partir du 19, les conditions climatiques particulièrement clémentes bercent la région. Ainsi, la moyenne des minimales est sur l'ensemble des départements supérieure d'au moins 2,5°C à la normale et la moyenne des maximales est, quant à elle, supérieure de 2°C supérieure à la normale. Les précipitations disparates se concentrent du 1^{er} au 14 décembre pour reprendre en fin de mois. Sur le mois de décembre, les départements littoraux affichent des bilans excédentaires alors que ceux dans les terres sont a contrario globalement déficitaires (- 33 % à Courcité dans le 53 ou - 10 % à Baugé-en-Anjou dans le 49). En décembre, l'ensoleillement est faible et inférieur à la normale (- 31 % au Mans, - 15 % à Nantes, - 11 % à la Roche-sur-Yon, - 7 % à Laval ou encore - 4 % à Angers).

Département	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
	4 ^e trimestre 2023	Moyennes ou normales 1991-2020	4 ^e trimestre 2023		Moyennes ou normales 1991-2020		4 ^e trimestre 2023	Moyennes ou normales 1991-2020	4 ^e trimestre 2023	Moyennes ou Normales 1991-2020
			Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44 NANTES-BOUGUENAIS	390,5	283,9	8,4	15,7	6,4	13,4	4,0	10,0	316h30	291h36
49 ANGERS-BEAUCOUZE	291,6	219,7	8,2	15,1	6,2	13,0	6,0	11,0	321h30	275h48
53 LAVAL-ETRONNIER	308,6	242,5	7,6	14,3	5,7	12,3	7,0	12,0	310h18	272h12
72 LE MANS	236,3	207,6	7,6	14,9	5,6	12,6	6,0	14,0	282h12	259h18
85 LA ROCHE-SUR-YON	432,8	310,3	8,1	15,3	6,3	13,1	8,0	11,0	314h36	291h42

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MeteoFrance et Meteociel

Grandes Cultures

Bons rendements, sauf en pois et en colza

Le climat du début de l'été, globalement sec et chaud, favorise l'avancée rapide des moissons. Cependant, les épisodes pluvieux survenus à partir de la troisième semaine de juillet retardent la fin des moissons dans le nord de la région. Par rapport au rendement régional moyen 2018-2022, celui de 2023 est supérieur de 7 quintaux en **blé tendre** et de 8 quintaux en **orge d'hiver**. En revanche, celui du **colza** est inférieur de 2 quintaux, en raison de défauts d'enracinement, d'une durée de floraison moyenne, de stress hydrique, d'échaudage et de maladies en fin de cycle. La qualité régionale moyenne du blé tendre 2023 est correcte, l'essentiel de la récolte étant réalisé avant les pluies. La teneur régionale en protéines est satisfaisante : 11,7 % (teneur nationale : 11,6 %).

Concernant les cultures d'été, les pluies régulières et les températures assez fraîches de la mi-juillet à la mi-août sont bénéfiques à la formation et au remplissage des grains. Les moissons commencent début septembre. Les pluies abondantes à partir de la mi-octobre perturbent fortement la fin de la récolte du **maïs grain** qui s'étire jusqu'en décembre. Par rapport au rendement régional moyen 2018-2022, celui de 2023 est supérieur de 4 quintaux en tournesol et de 17 quintaux en maïs grain.

Mauvaise implantation des céréales d'hiver (récolte 2024)

Les semis de **colza** débutent après le 15 août ; les premières levées sont globalement bonnes et homogènes. Septembre et la première quinzaine d'octobre sont secs et assez chauds. Des semis précoces de **céréales d'hiver** sont réalisés. Le changement de météo est ensuite soudain : un temps très pluvieux s'installe jusqu'à la fin de l'année ; les périodes d'accalmie sont rares et brèves. Après le 20 octobre, l'accès aux champs est souvent difficile ; les chantiers de semis et de désherbage sont nettement ralentis, voire stoppés. Fin décembre, certaines parcelles de céréales semées avant la mi-octobre sont saines et présentent un développement satisfaisant ; mais globalement beaucoup de cultures ont souffert de l'excès d'eau : un bilan de leur état sera réalisé à la sortie de l'hiver. Selon la disponibilité en semences, des reports de semis vers de l'**orge** et des **protéagineux de printemps**, du **maïs** et

Tableau 3 - Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} janvier 2024 - récolte 2023 -

Cultures	Surface (ha)	Évolution 2023/2022	Rendement (q/ha)	Évolution 2023/2022	Production (1 000 q)	Évolution 2023/2022
Céréales : 645 900 ha dont						
Blé tendre	369 610	0 %	74	6 %	27 351	6 %
Orge d'hiver	74 890	-1 %	71	11 %	5 317	10 %
Orge de printemps	4 970	-11 %	55	8 %	273	-4 %
Triticale	33 030	-17 %	59	4 %	1 949	-14 %
Blé dur	20 920	-10 %	72	11 %	1 506	-1 %
Avoine	3 940	-22 %	60	11 %	236	-13 %
Maïs grain *	99 090	-17 %	100	49 %	9 909	24 %
Oléoprotéagineux : 182 480 ha dont						
Colza	97 940	15 %	29	-15 %	2 840	-2 %
Tournesol	56 480	-7 %	-	-	-	-
Pois protéagineux purs	5 120	43 %	33	-6 %	169	34 %
Maïs fourrage	226 130	-4 %	135	44 %	30 528	38 %

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les surfaces correspondent aux données PAC 2023 quasi-définitives

* **Maïs grain** : dont environ 13 700 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : -9 %

Tableau 4 - Qualité du blé tendre récolte 2023

Critère	Pays de la Loire			France		
	Récolte 2023	Récolte 2022	Moyenne 2018/22	Récolte 2023	Récolte 2022	Moyenne 2018/22
Poids spécifique (kg/hl)	77,4	78,7	78,5	76,4	78,3	77,9
Teneur en protéines (%)	11,7	11,3	11,9	11,6	11,4	11,7
Rendement (q/ha)	74	70	67	74	72	71
Teneur en eau (%)	13,1	11,9	12,1	13,1	12	12,3

Sources : critères qualitatifs : Arvalis-FranceAgriMer -enquêtes qualité collecteurs 2018 à 2023- Rendements : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

du **tournesol** auront lieu.

Fin décembre, par rapport à la récolte 2023, le niveau de la forte baisse de l'assolement régional 2024 en céréales à paille est très incertain. La surface régionale en colza progresserait d'environ 7 000 ha ; elle dépasserait pour la première fois la barre des 100 000 ha.

Baisse des cours du blé et du maïs

Durant le semestre, le cours du blé est assez volatil. Il progresse en juillet : la sécheresse qui touche une partie de l'hémisphère nord pourrait impacter la production mondiale de blé. De plus, la Russie refuse de prolonger au-delà du 18 juillet le corridor maritime en mer Noire, et bombarde même dès le 23 juillet des installations de stockage de céréales ukrainiennes à Odessa et sur le Danube. Finalement, la récolte

Tableau 5 - Évolution des surfaces au 1^{er} janvier 2024 en Pays de la Loire

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2024/2023
Céréales à paille		
Blé tendre	296 200	-20 %
Orge d'hiver	61 900	-18 %
Triticale	24 800	-25 %
Blé dur	18 300	-14 %
Avoine	3 900	stable
Oléoprotéagineux		
Colza	105 200	+7 %

Sources : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

mondiale de blé s'annonce abondante, notamment en Russie. Par ailleurs, l'Ukraine parvient à développer des voies d'exportation alternatives par voie terrestre, fluviale et le long des côtes de la Bulgarie et de la Roumanie. Le cours du blé baisse en août, stagne en septembre, progresse légèrement en octobre, du fait d'une demande

chinoise en blé français, puis il se replie sensiblement en novembre et en décembre. La forte concurrence de la Russie à l'export pèse sur les marchés ; elle prend le pas sur la baisse probable de la production de blé qui sera récoltée en 2024 en Europe, du fait de l'excès de précipitations qui touche une partie significative du continent. Le cours du maïs progresse sensiblement en juillet, puis il s'érode jusqu'à repasser sous la barre des 200 € la tonne. Dans un premier temps, la sécheresse aux USA interroge sur la production du pays, exportateur majeur de maïs. Finalement, la récolte mondiale de maïs est prévue abondante et même en forte hausse en un an. En Europe, le maïs ukrainien est très compétitif vers l'Union européenne. Par ailleurs, la demande en maïs, notamment chinoise, est assez faible en raison du ralentissement de l'économie mondiale. Le cours du colza augmente fortement en juillet, puis il se replie régulièrement. Courant juillet, la sécheresse touche le Canada, exportateur majeur de canola, variété de colza, ainsi que les

USA, deuxième exportateur mondial de soja. À partir d'août, plusieurs facteurs expliquent le recul du cours du colza :

- la bonne récolte de colza en Europe, en particulier en Ukraine, dont une partie importante de la production est exportée vers l'UE à des prix très compétitifs ;
- le ralentissement de l'économie mondiale qui fait pression sur le marché de l'énergie, dont celui des agrocarburants ;
- la baisse de la demande chinoise en soja.

Sur décembre 2023 :

- le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (218 €/t) est inférieur de 12 € (- 5 %) à celui de juin 2022, et de 87 € (- 28 %) à celui de décembre 2022 ;
- le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (194 €/t) est inférieur de 25 € (- 12 %) à celui de juin 2022, et de 95 € (- 33 %) à celui de décembre 2022 ;
- le cours moyen du colza rendu Rouen (428 €/t) est supérieur de 2 € à celui de juin 2022 ; cependant, il est

inférieur de 145 € (- 25 %) à celui de décembre 2022.

La forte concurrence entre pays exportateurs fait chuter les chargements portuaires

Au cours du premier semestre de la campagne 2023-2024, 532 000 t de graines de céréales et d'oléoprotéagineux sont chargées dans les quatre ports de la région : 221 000 t vers l'Union européenne et 311 000 t vers les pays tiers. À mi-campagne 2023-2024, le cumul du trafic portuaire régional est nettement inférieur à celui du premier semestre de la campagne 2022-2023 (781 000 t) ; et au trafic moyen quinquennal à fin décembre (776 000 t).

Au terme des six premiers mois de la campagne 2023-2024, deux destinations se détachent nettement : le Portugal (avec 163 000 t de blé tendre chargées) et la Chine (139 000 t : 81 000 t d'orge et 58 000 t de blé tendre).

Fruits et légumes

Les prix indiqués et variations sont issus d'enquêtes au stade expédition, soit le niveau de première mise en marché des fruits et légumes français destinés au territoire national.

Les centres RNM disposant de prix au stade expédition provenant d'expéditeurs indépendants, groupements de producteurs, coopératives, qui commercialisent des fruits et légumes bio, participent à l'enquête quotidienne ou hebdomadaire.

Pomme : second semestre sans euphorie mais rémunérateur

Les conditions climatiques sont favorables à la production des **pommes** ligériennes. Ainsi, la production est supérieure de 10 % à celle de 2022 et de 6 % à la moyenne quinquennale. En septembre, début de campagne de la pomme, la demande est intéressée. Les produits sont de bonne qualité et s'écoulent de façon régulière quelles que soient les variétés. La campagne débute avec des prix rémunérateurs, notamment en Gala (+ 11 % par rapport à septembre 2022 et + 13 % par rapport à la moyenne quinquennale). Dès le mois d'octobre, le marché se met en place plus franchement avec une gamme variétale plus étendue. Les cours restent fermes avec des niveaux de prix intéressants pour les variétés classiques comme la Gala et la Granny. La Golden bénéficie d'un intérêt encore plus prononcé (+ 16 % par rapport à octobre 2022 et + 22 % par rapport à la moyenne quinquennale). A l'approche des vacances scolaires de la Toussaint, le marché ralentit pour se poursuivre

à un petit rythme. Début novembre, le regain d'activité habituel d'après période de congés scolaires ne se produit pas. L'écoulement est plus lent avec une demande qui achète juste le nécessaire et la commercialisation de la Pink Lady vient ralentir les transactions des autres variétés. Les ventes en sachets sont privilégiées et permettent de fluidifier les sorties. Les prix sont donc logiquement ajustés à la baisse mais restent supérieurs à ceux de 2022 (+ 4 % pour la Gala et + 14 % pour la Golden) et supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 11 % pour la Gala et + 21 % pour la Golden). Sur décembre, l'ambiance commerciale sans engouement se poursuit. Avec les fêtes de fin d'année, la demande s'oriente vers les agrumes et les autres fruits plus festifs. Les quelques promotions en sachets constatées à destination de la grande distribution permettent de fluidifier l'écoulement de la marchandise, notamment dans les petits calibres. L'année 2023 se termine avec une activité réduite mais des prix élevés (+ 11 % par rapport à décembre 2022 pour la Gala et + 14 %

pour la Golden / 20 % par rapport à la moyenne quinquennale pour la Gala et + 26 % pour la Golden). Le marché à l'export est très actif notamment vers le grand maritime. A l'industrie, les prix du marché libre sont bien valorisés.

Poires : prix élevés suite à une baisse de la production nationale

Suite aux conditions climatiques clémentes, la production régionale de **poires** est en hausse de 15 % par rapport à celle de la campagne précédente et de 35 % par rapport à la moyenne quinquennale. Face à une production nationale réduite de 12 %, les perspectives commerciales sont bonnes. En septembre, les volumes du bassin Centre-Ouest sont encore réduits alors que la demande est soutenue. L'écoulement des premières commercialisations est donc fluide pour les différentes variétés et la campagne débute avec des prix élevés, supérieurs à ceux de septembre 2022 (+ 14 % pour la poire Conférence) ainsi

qu'à la moyenne quinquennale (+ 19 % pour la poire Conférence). Sur octobre, le marché reste régulier. La campagne en William se finalise au profit de la Conférence et de la Doyenne du Comice. Sur les marchés grossistes, la concurrence avec les poires belges ou encore hollandaises - bien moins chères - n'impacte pas les cours de la poire française. Ainsi, les prix restent fermes. En novembre, malgré la reprise scolaire post vacances de la Toussaint, les sorties ralentissent. Cependant, les volumes disponibles étant limités cette année, les cours restent à des niveaux rémunérateurs (+ 15 % pour la poire Conférence par rapport à novembre 2022 et + 25 % par rapport à la moyenne quinquennale). A la veille des fêtes de fin d'année, les ventes de poires sont au ralenti. Les vacances scolaires limitent l'activité sur les marchés grossistes en raison de la fermeture des écoles et les consommateurs se tournent davantage vers les agrumes et autres fruits plus festifs. Dans la continuité du mois précédent, l'année 2023 se termine sur des prix élevés malgré une demande peu active (+ 16 % pour la poire Conférence par rapport à décembre 2022 et + 25 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Tomate : importantes fluctuations de prix sur le second semestre 2023

Sur la période estivale (juillet et août), d'importantes fluctuations de prix sont constatées pour la **tomate grappe**. Alors que les volumes conséquents du début de l'été pèsent sur les opérateurs, l'alternance entre températures chaudes et climat frais n'encourage pas à une consommation régulière du produit. Ainsi, sur le mois de juillet, des concessions tarifaires importantes sont opérées et les prix moyens pratiqués sont bien inférieurs de ceux de juillet 2022 (- 32 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 28 %). Ce manque d'euphorie se poursuit début août jusqu'au retour d'une météo plus estivale en milieu de mois. De ce fait, la tomate (hors petits fruits) est déclarée en crise conjoncturelle du 24 juillet au 7 août. Le retour de la chaleur mi-août permet de relancer la demande et des opérations commerciales sont mises en place permettant aux cours de remonter sensiblement (+ 28 % par rapport à juillet 2022 et + 12 % par rapport à la moyenne quinquennale). En septembre, dans un contexte de baisse logique de la production couplée à une exceptionnelle chaleur, les cours sont revalorisés mais restent inférieurs à ceux de septembre 2022 (- 26 %) ainsi qu'à

la moyenne quinquennale (- 5 %). Sur le dernier trimestre 2023, les prix de la tomate grappe sont plus rémunérateurs du fait de volumes de production français limités et d'une maigre concurrence européenne / extra-européenne, qui plus est avec un faible écart de prix. Dans ce contexte, les cours restent relativement hauts en octobre, novembre et décembre. A partir de novembre, la cohabitation entre l'ancienne et la nouvelle récolte entraîne une qualité hétérogène des produits et les derniers lots de tomate grappe issus de l'ancienne récolte sont expédiés début décembre. L'année 2023 finit sur des prix rémunérateurs pour la tomate grappe avec des cours moyens supérieurs à décembre 2022 (+ 47 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 36 %).

Concombre : bilan estival en dessous des attentes

En début de second semestre, le creux de production en **concombre** (arrachage et replantation) et la météo très estivale permettent de retrouver une bonne dynamique commerciale à l'aube de la fête nationale. Cependant, ce souffle est de courte durée car, à partir de la moitié du mois de juillet, la douceur s'installe et le marché devient plus calme. Grâce au maintien des actions promotionnelles, une partie de l'offre est écoulee mais les prix, bien qu'en hausse par rapport au mois précédent, restent inférieurs à ceux de juillet 2022 (- 11 %). En août, la production atteint son second pic de production, plus étalé qu'à l'ordinaire. Avec les alternances de pluies et d'ensoleillement, la demande n'est pas toujours en phase avec l'offre proposée. La concurrence nationale est plus agressive et les concessions de prix se généralisent. Les cours s'érodent jusqu'à la fin du mois d'août et le concombre est déclaré en crise conjoncturelle à partir du 28 août jusqu'à début septembre (- 37 % par rapport à août 2022 et - 28 % par rapport à la moyenne quinquennale). A la fin de l'été, le bilan de la saison estivale est plutôt négatif pour les opérateurs de Loire-Atlantique. Le mois de septembre exceptionnellement chaud permet au marché de s'inverser. Les ventes sont fluides et les lots sont revalorisés, sur une courte durée. En effet, avec la production régionale qui amorce une baisse logique, les concombres espagnols entrent en campagne et la concurrence tarifaire se fait ressentir. Sur le mois de septembre, les cours restent inférieurs à ceux de septembre 2022 (- 15 %) mais sont légèrement supérieurs à la moyenne

quinquennale (+ 4 %). La fin de la campagne régionale du concombre se confirme sur la première quinzaine du mois d'octobre et les derniers lots s'écoulent sans difficulté.

Courgette : saison contrariée par une météo capricieuse

Après une mise en place du marché progressive en juin, la météo est très favorable à la production de **courgettes**. Ainsi, début juillet, le marché est instable en raison de l'importance des volumes disponibles à la vente en provenance des différents bassins de production nationaux ainsi que des productions familiales. En milieu de mois, la météo devient capricieuse. La fraîcheur, l'humidité et le manque d'ensoleillement sont peu propices à la production de courgettes mais également à sa consommation. Même si l'offre disponible diminue, les prix sont légèrement ajustés à la baisse du fait d'une demande hétérogène. Fin juillet, les cours sont sensiblement inférieurs aux prix pratiqués en juillet 2022 (- 22 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 10 %). En août, la demande montre un intérêt qu'il est difficile de satisfaire. En effet, le climat tantôt maussade, tantôt caniculaire, affecte toujours la production. Dans ce contexte, le marché est très soutenu et les prix sont élevés (+ 20 % par rapport à août 2022 et + 48 % par rapport à la moyenne quinquennale). A compter de septembre, les volumes progressent avec la météo exceptionnellement chaude et la fin de campagne est retardée. La reprise de la restauration hors domicile ne suffit pas à absorber cette hausse des disponibilités et la concurrence espagnole se met en place. En septembre, les cours s'orientent donc à la baisse pour s'établir en dessous de ceux de septembre 2022 (- 41 %) et de la moyenne quinquennale (- 4 %). Jusqu'à mi-octobre, la production reste de qualité et la demande est de bon niveau. Cependant, les cours de fin de campagne restent bien inférieurs à ceux d'octobre 2022 (- 58 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 17 %).

Melon : crise conjoncturelle au cœur de la campagne estivale

La campagne du **melon** démarre dans le bassin Centre-Ouest fin juin avec une très bonne dynamique. Début juillet, les melons espagnols laissent peu à peu place aux melons français dans les rayons. Les volumes disponibles composés principalement de gros calibres ne couvrent pas la demande et les melons sont très bien valorisés sur les quinze premiers jours du mois.

A l'approche de la fête nationale, la progression de la production et la baisse de la consommation en raison d'une météo pluvieuse inversent le marché. La tension commerciale est importante avec la mise en place des offres promotionnelles. Les stocks se constituent dans les stations, les prix baissent tout au long de la seconde partie du mois afin de limiter les resserres. Au global, sur le mois de juillet, les prix moyens pratiqués sont supérieurs de ceux de juillet 2022 (+ 11 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 28 %). Suite à l'importante baisse des cours sur la dernière semaine de juillet, la situation de crise conjoncturelle est constatée par FranceAgriMer le 31 juillet et perdure sur une bonne partie du mois d'août. A la mi-août, le retour des températures estivales voire caniculaires engendre un pic de production ainsi qu'un léger regain de la consommation. Des opérations promotionnelles permettent d'évacuer les stocks sans pour autant limiter totalement la destruction de melons. Les stocks se réduisent en station et le marché se désengorge. Le melon sort enfin de crise conjoncturelle avec la remontée des cours à la fin du mois d'août. Sur le mois d'août, le cours moyen est bien inférieur à celui d'août 2022 (- 36 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 20 %). Les températures estivales et chaudes de septembre relancent la demande des centrales d'achat et des grossistes. La production s'est réduite sur les trois bassins de production et entraîne un manque de disponibilité. La campagne se termine avec des cours revalorisés (+ 2 % par rapport à septembre 2022 et + 46 % par rapport à la moyenne quinquennale).

Radis : demande peu dynamique

Tout au long de l'été, le marché du radis reste peu dynamique. Le climat capricieux entraîne des problèmes de conservation des fanes contraignant les opérateurs à revoir régulièrement leurs tarifs pour les adapter aux produits disponibles. Les faibles volumes produits couvrent sans problème une demande peu active. Pour ce produit, le bilan des opérateurs à la sortie de l'été est mitigé. Malgré des prix supérieurs aux moyennes quinquennales (+ 13 % pour juillet et + 11 % pour août), l'engouement estival tant attendu n'est pas au rendez-vous. Sur septembre et octobre, le manque d'entrain des consommateurs perdure. Le radis de plein champs, davantage soumis aux aléas climatiques, souffre

d'une qualité de conservation moindre et pousse régulièrement les opérateurs à ajuster leurs prix pour fluidifier les écoulements. A partir de la mi-octobre, les fortes précipitations limitent l'accessibilité des champs pour les producteurs. Les volumes de radis disponibles à la vente sont donc directement impactés et la rareté passagère du produit permet de revaloriser les cours. Ainsi fin novembre, les prix moyens pratiqués sont supérieurs à ceux de novembre 2022 (+ 7 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 12 %). Le début du mois de décembre s'inscrit dans la dynamique des mois passés, à savoir : une demande limitée, avec une offre peu conséquente et une hétérogénéité des produits, conséquence de la météo passée. L'approche des fêtes de fin d'année relance légèrement la consommation du radis mais ne permet pas de tirer un bilan positif de cette fin d'année 2023. En décembre, les cours de radis sont bien inférieurs à ceux de décembre 2022 (- 27 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 17 %).

Mâche : les intempéries impactent fortement les volumes disponibles

L'entrée en campagne de la mâche survient en milieu du mois d'octobre, avec de petits volumes. L'offre va ensuite s'étoffer au fur et à mesure des semaines, sans pour autant susciter un réel engouement chez les acheteurs. Les événements climatiques (pluie et tempête) à partir de la mi-octobre impactent les approvisionnements des opérateurs aussi bien en quantité qu'en qualité (apparition de maladies foliaires, manque de luminosité et difficultés de conservation). Ainsi, des tris en station sont mis en place afin de ne proposer que des produits de qualité correcte aux acheteurs. Dans un contexte de demande peu active et d'offre limitée, les cours sont maintenus. Ainsi, sur le mois de novembre, les prix moyens pratiqués sur la mâche barquette sont supérieurs à ceux de novembre 2022 (+ 16 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 21 %). En décembre, à mesure que les fêtes de fin d'année se rapprochent, les volumes disponibles s'accroissent sensiblement alors que la demande s'affermirait pour ces produits. Par conséquent, les prix augmentent tout au long du mois dans toutes les présentations (hors produits en barquette contractualisés). En fin d'année, les cours de la mâche barquette restent supérieurs à ceux pratiqués l'année passée (+ 11 % par rapport à décembre 2022) ainsi qu'à la

moyenne quinquennale (+ 13 %).

Salades : approvisionnement contenu en deuxième partie de campagne

Au début de la période estivale, la concurrence des multiples ceintures vertes, des différents bassins de production, ainsi que la présence des jardins familiaux se fait ressentir. Malgré la mise en place d'opérations promotionnelles chez les enseignes de la grande distribution, le marché fait preuve d'une certaine lourdeur avec les premiers départs en vacances qui se profilent. A partir de la mi-juillet et jusqu'à la fin août, la météorologie atypique - où cohabitent épisodes caniculaires, épisodes très frais et périodes orageuses accompagnées de grêle - perturbe la production au fil de l'été. Avec les implantations parfois difficiles et des destructions au champ, l'offre hexagonale devient déficitaire. A la fin de l'été, les cours moyens du mois d'août en Batavia sont inférieurs à ceux d'août 2022 (- 4 %) mais restent malgré tout supérieurs à la moyenne quinquennale (+ 12 %). Cet approvisionnement peu conséquent se poursuit à l'automne et les séries récoltées ont connu un stress tout au long de leur cycle végétatif. De surcroît, l'allongement des nuits avec une fraîcheur des températures qui s'accroît renforce ce sous-approvisionnement au niveau national. En novembre, la transition entre les productions ligériennes de plein champs et celles abritées peine à s'effectuer correctement. L'offre ligérienne qui se compose essentiellement de Batavia se réduit inexorablement pour atteindre la rupture en milieu de mois. La campagne se termine dans une ambiance commerciale sereine avec des niveaux de cours satisfaisants supérieurs à ceux de novembre 2022 (+ 15 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 22 %).

Poireau : en plein cœur de l'automne, la météo perturbe la production et les divers travaux

En septembre, l'entrée en campagne du poireau du Centre-Ouest se présente avec des surfaces et des rendements en augmentation. Quelques soucis parasitaires (thrips, teigne) s'observent. Le commerce peine à se mettre vraiment en place, face à une météo exceptionnellement chaude, ayant pour conséquence des prix pratiqués inférieurs à ceux de septembre 2022 (- 30 %) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (- 4 %). A la mi-octobre, le basculement sur un climat automnal permet au

marché d'être plus dynamique avec des températures plus propices à la consommation de poireaux et les premières promotions sont proposées. Par ailleurs, la profession sensibilise ses acheteurs de la hausse continue des charges qu'elle subit sur de nombreux postes (intrants, électricité, emballages, transport...). Globalement, le résultat est concluant, mais la pression tarifaire des autres bassins est ressentie. Ainsi, malgré la hausse des transactions, la demande est jugée insuffisante par la filière amont et les prix sont ajustés à la baisse (- 35 % par rapport à octobre 2022 / - 17 % par rapport à la moyenne quinquennale). Au cœur de l'automne, les conditions météorologiques nationales extrêmement humides rendent difficiles la récolte et engendrent un travail supplémentaire en atelier. Les volumes disponibles à la vente peinent à satisfaire la demande, et au regard d'une situation similaire en Belgique, les prix s'orientent donc à la hausse (+ 7 % par rapport à novembre 2022 / + 10 % par rapport à la moyenne quinquennale). Les promotions sont toujours activées. En décembre, les priorités du consommateur se focalisent sur les préparatifs de fêtes de fin d'année et le poireau perd de son intérêt. Par ailleurs, les hausses des cours des marchés directeurs nationaux et européens permettent de réajuster

les prix en conséquence (- 5 % par rapport à décembre 2022 / + 12 % par rapport à la moyenne quinquennale). La filière amont attend le début d'année 2024 pour mettre en place les nombreuses actions promotionnelles programmées.

Alliums : de bons rendements mais des problèmes de conservation

La production d'**oignon jaune** pour la campagne 2023-2024 est de très bon niveau en termes de rendements. Globalement, le produit est de qualité même si chez certains opérateurs des lots rencontrent des problèmes de conservation. En octobre, un premier tri occasionne une nécessité de vendre rapidement des quantités importantes, ce qui entraîne une baisse des tarifs. Néanmoins, ces derniers restent rémunérateurs pour la profession, avec un prix moyen sur le mois d'octobre supérieur à celui de la campagne précédente (+ 16 % par rapport à octobre 2022) et à la moyenne quinquennale (+ 59 %). La demande est régulière mais le commerce se réduit fin octobre, à l'approche des vacances scolaires de la Toussaint. En novembre, le commerce est plus actif avec un sursaut de la demande. Cependant, cela n'influe pas sur les cours qui restent constants et élevés. Les difficultés

de conservation sont accentuées, notamment dans les stockages précaires. Celles-ci peuvent être expliquées par les conditions de récolte et par des journées de fortes chaleurs couplées à la douceur automnale. En décembre, les opérateurs sont vigilants sur la qualité de la marchandise et la demande faiblit. Pendant les fêtes de fin d'année, le commerce demeure calme. L'année 2023 se termine avec des écoulements de produits réguliers et des cours stables, permettant aux opérateurs de respecter leurs plannings prévisionnels. Sur le mois de décembre 2023, les cours de l'oignon jaune sont supérieurs de l'année dernière (+ 9 % par rapport à décembre 2022) ainsi qu'à la moyenne quinquennale (+ 55 %).

En **échalion**, la récolte est jugée satisfaisante. Pendant tout le trimestre, hormis pendant les vacances scolaires, l'écoulement est régulier du fait de la fermeture des collectivités. Les opérateurs évoquent des difficultés de conservation (comme pour l'oignon jaune) ainsi que des difficultés pour écouler les gros calibres. Les prix sont stables mais inférieurs à ceux de l'année précédente (- 32 % par rapport à octobre 2022 et - 27 % par rapport à novembre et décembre 2022).

Viticulture

Récolte : succès pour les vendanges 2023

Dans la lignée des prévisions de récolte optimistes d'avant l'été, les vendanges 2023 sont un succès pour la région Pays de la Loire avec d'importants volumes récoltés et des vins s'annonçant équilibrés. Pour mémoire, les dégâts causés par le gel et la grêle ou encore par la contamination importante de mildiou sur le vignoble ligérien sont compensés par les sorties de grappes généreuses du printemps. De plus, l'été humide avec des températures dans les normales saisonnières permet une bonne maturation des raisins. Cependant, la dégradation des conditions climatiques à la fin du millésime complexifie les vendanges, notamment en Anjou-Saumur où l'humidité importante du mois de septembre entraîne le développement de pourriture grise (*Botrytis cinerea*) mais aussi de pourriture acide. Ces contaminations sont amplifiées par la compaction des baies entre elles ainsi que par le poids moyen important des

grappes. Il est à noter qu'auparavant la pourriture acide était un phénomène rare dans l'Anjou-Saumur. Les vendanges sur la région se déroulent sous des conditions climatiques changeantes (alternance épisodes orageux et caniculaires) avec des situations contrastées en fonction de l'état sanitaire des parcelles (tris mis en place en amont des vendanges sur certaines parcelles). Les fortes températures poussent certains domaines à récolter dès le lever du jour pour éviter des fermentations spontanées ou des oxydations précoces des gains de raisin. Ces vendanges sont donc difficiles du fait des quantités conséquentes à récolter en une période courte avec des conditions climatiques à risque ! Au final, l'exceptionnelle récolte 2023 est confirmée pour la région, avec une production totale de vins commercialisables de 1 760 000 hl (+ 22 % sur un an) dont 75 % à destination de vins AOP, soit 1 314 000 hl (+ 17 % sur un an). Cette hausse de la production nationale s'inscrit dans un contexte de diminution des récoltes mondiales.

Achats du négoce : bonne demande des vins sous appellations

Sur la campagne 2023-2024 au 31 décembre 2023, les achats cumulés en volume du négoce sont globalement en progression par rapport à ceux de la campagne précédente et cela pour la grande majorité des appellations de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire. L'évolution positive est particulièrement marquée pour les vins effervescents (Saumur fines bulles : + 52 %, et Crémant de Loire : + 13 %), les vins blancs (Anjou Blanc : + 22 %, Muscadet AC : + 61 % et Muscadet Sèvre et Maine sur Lie : + 15 %) et les vins rouges (Saumur-Champigny : + 65 % et Anjou Rouge : + 32 %). Pour les vins rosés, les achats du négoce sont dans la continuité de ceux de la campagne précédente (Cabernet d'Anjou : + 3 % et Rosé d'Anjou : + 5 %).

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 31 décembre 2023

Achats du Négoce

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Volumes (hl) Vrac <u>uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) <u>Tous produits</u>	Evol des volumes totaux A-1	Volumes (hl) Vrac <u>uniquement</u>	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac A-1
Anjou Blanc	NS	NS	NS	2 074	+22%	703	203,15 €	-13 %
Anjou Rouge	119	NS	NS	1 267	+32%	982	179,62 €	-5 %
Cabernet d'Anjou	9 777	9 725	177,60 €	94 449	+3%	16 242	177,85 €	-1 %
Chinon Rouge	1 775	1 584	234,74 €	9 751	-5%	4 532	245,09 €	-4 %
Coteaux du Layon	671	612	352,76 €	4 411	+11%	2 004	357,97 €	5 %
Crémant de Loire	20 847	20 765	206,86 €	100 845	+13%	23 154	206,67 €	0 %
Gros plant	612	NS	NS	863	-56%	863	150,00 €	5 %
Gros plant Sur lie	NS	NS	NS	5 112	+11%	395	150,00 €	-1 %
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	4 164	4 164	140,97 €	49 920	+29%	6 362	138,13 €	-20 %
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	2 099	2 099	118,05 €	23 229	+30%	3 114	122,75 €	-23 %
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	257	NS	NS	6 760	-9%	1 432	127,45 €	-20 %
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	1 150	1 150	NS	2 420	+24%	1 809	78,65 €	-20 %
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	367	367	133,18 €	13 936	+5%	945	108,57 €	-9 %
Muscadet AC	8 945	8 923	148,28 €	30 376	+61%	15 371	145,02 €	8 %
Muscadet Sèvre et Maine	701	699	144,50 €	4 589	-46%	4 536	162,66 €	16 %
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	1 604	1 206	176,85 €	60 714	+15%	8 235	179,99 €	-1 %
Rosé d'Anjou	2 805	2 302	155,09 €	32 905	+5%	4 618	154,94 €	-1 %
Rosé de Loire	475	NS	NS	10 552	-9%	889	121,77 €	-8 %
Saumur Blanc	NS	NS	NS	2 113	+83%	NS	NS	NS
Saumur Champigny	775	770	240,58 €	5 023	+65%	2 268	238,45 €	2 %
Saumur fines bulles	14 267	14 252	171,65 €	58 045	+52%	18 655	171,48 €	0 %
Saumur Rouge	NS	NS	NS	730	+392%	NS	NS	NS
St Nicolas de Bourgueil Rouge	10 087	9 942	264,02 €	14 026	+65%	12 722	263,70 €	18 %
Bourgueil Rouge	1 666	1 541	190,83 €	2 453	-	2 271	197,90 €	-
Touraine Blanc	10 283	10 176	209,80 €	47 688	+2%	12 397	220,00 €	-9 %
Touraine Rosé	NS	NS	NS	2 498	-27%	1 210	112,12 €	-18 %
Touraine Rouge	1 022	1 011	123,26 €	5 481	-20%	2 705	116,78 €	-32 %
Vouvray tranquille	349	NS	NS	6 795	-13%	1 170	272,97 €	2 %
Vouvray fines bulles	2 374	2 003	222,42 €	8 406	+65%	2 276	225,45 €	-1 %
VSIG Blancs								
VSIG Rouges								
VSIG Rosés								

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

- = Pas de contrats sur cette période

Indice des Prix d'Achat des Moyens de production Agricole (IPAMPA)

Le prix des intrants baisse lentement au cours du semestre

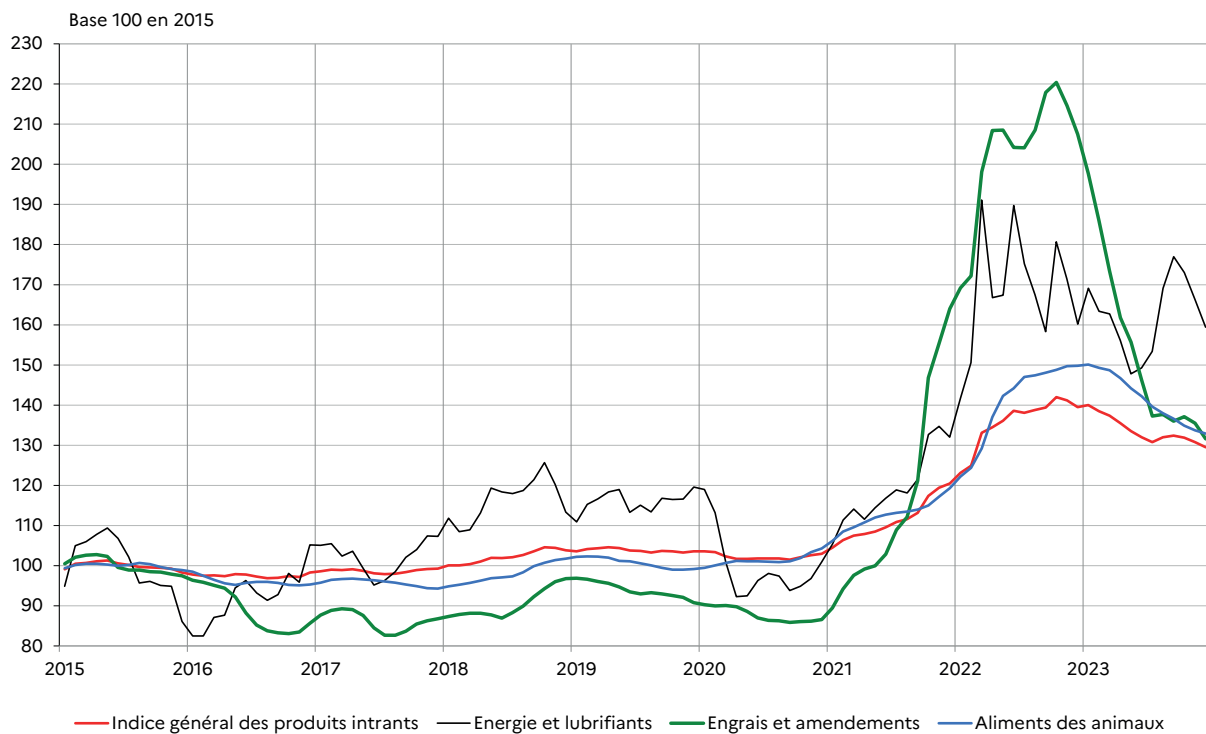
L'indice du prix d'achat des intrants baisse de 1,9 % depuis 6 mois, en atteignant un palier haut en septembre. Le prix du pétrole brut baisse durant ce semestre : de 80,11 \$/baril en moyenne en juillet jusque 77,63 \$/baril en moyenne en décembre. Les prix de l'énergie et lubrifiants sont déconnectés de ces cours ; ils augmentent de 6,8 % depuis 6 mois. En année glissante, ces prix sont très légèrement inférieurs du

niveau de l'année précédente (-0,5 %). Le prix des engrais et amendements diminue fortement pendant ce semestre (- 10 % depuis 6 mois) et sur toute l'année (- 36,6 %). Ce sont les engrais potassiques simples et les engrais ternaires qui baissent le plus par rapport au semestre précédent. Les prix de l'aliment pour animaux perdent de la valeur au second semestre, soit de - 6,5 % depuis 6 mois

et de - 11,3 % en année glissante. Ce sont les aliments à base de céréales qui baissent le plus ce semestre par rapport au semestre précédent.

Les prix des biens d'investissement (matériel, ouvrage) sont stables depuis 6 mois (+ 0,2 %). Sur l'année 2023, l'indice progresse de 1,4 %. Ce sont les matériels, notamment les matériels de culture qui ont le plus augmenté (+ 2,4 %).

Graphique 1 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 – 2023)



Source : Insee - Agreste

Productions animales

Bovins mâles de 8 à 24 mois : des tensions d'approvisionnement au cours de l'année et des cotations qui s'érodent en fin d'année pour les animaux les moins conformés

En 2023, les mises à l'engraissement sont plus soutenues qu'en 2022. Avec 59 465 tonnes équivalent carcasse en 2023 (près de 128 900 têtes), les volumes de **taurillons** abattus dans la région sont finalement stables par rapport à 2022 (+0,4 %) après une baisse assez marquée en 2022 par rapport à 2021 (-4,0 %). Le déclin structurel des animaux (JB mâles) de type lait se confirme, à l'opposé des animaux de type viande. Un alourdissement du poids moyen des carcasses régionales est par ailleurs observé en 2023 (+2 kg/2022). En 2023, le marché du JB est soumis à des tensions d'approvisionnement. En début d'année, une offre modeste et la demande du marché italien soutiennent les prix. La concurrence des origines allemande et polonaise notamment met progressivement les opérateurs plus en difficulté à partir du mois d'avril avec un creux tarifaire au mois d'août. La hausse automnale des cotations des JB viande se révèle par la suite plus timide qu'habituellement. Les cotations des JB laitiers poursuivent, elles, leur chute, parallèlement à la baisse des prix proposés pour les vaches laitières, dans un contexte où la demande pour la viande hachée connaît un ralentissement.

Vaches : la décapitalisation ralentit mais les abattages régressent de nouveau et le contexte inflationniste plombe la demande

En 2023, la décapitalisation bovine se poursuit, dans le cheptel laitier comme dans le cheptel allaitant, en France et dans la région, mais à un rythme moindre qu'en 2022. Les conditions climatiques 2023 favorables à la production fourragère, la bonne orientation des cotations bovines en 2023, la stabilisation des charges contribuent à ce ralentissement. Dans le cas des élevages laitiers, la hausse du prix du lait et la baisse du nombre de génisses de renouvellement poussent également les éleveurs à retarder les réformes. Dans ce contexte, les abattages régionaux de vaches (env. 77 200 tec en 2023, les plus faibles des dix dernières années), régulièrement en retrait au cours de l'année, affichent

pour l'ensemble de l'année 2023 une diminution de près de 8 % par rapport à 2022 et -14,5 % par rapport à la moyenne quinquennale. La nette baisse des disponibilités en réformes allaitantes contribue à maintenir les prix des vaches les mieux conformées (U et R) à hauteur des niveaux élevés de fin 2022. En revanche, après deux années marquées par un manque de disponibilités sur les marchés, les cotations des vaches laitières retrouvent une certaine saisonnalité, sous l'influence du contexte inflationniste associé à un recul de la demande ainsi que sous la pression des importations. Ce contexte se traduit, pour les vaches laitières mixte O et lait P, par une baisse assez marquée des prix à partir de fin septembre.

Lait de vache : fin d'année morose

La collecte laitière ligérienne et française de **lait de vache** du second semestre 2023 recule par rapport à celle de 2022 (-3,5 % pour les Pays de la Loire et -3,2 % pour la production nationale). En cumulé depuis janvier, les livraisons régionales se replient de 4 % sur un an et de 2,7 % au national. Cette partie de l'année est marquée par un contexte météorologique difficile pour l'ensemble des régions. La persistance de la sécheresse jusqu'en septembre, l'automne particulièrement pluvieux entraînant des inondations ainsi que les tempêtes fragilisent le cheptel et détériorent les outils de production, notamment en Pays de la Loire. Dans le sud-ouest de la France, la maladie hémorragique épizootique (MHE) s'étend progressivement et impacte le niveau de collecte des zones concernées. Par ailleurs, l'érosion structurelle du cheptel laitier se poursuit en France, avec un nombre de livreurs qui ne cesse de diminuer, tandis que le taux de renouvellement des exploitations laitières demeure le plus faible en agriculture. Sur la région, le ralentissement progressif des tensions inflationnistes pèse sur la valorisation du litre de lait. Ainsi, au second semestre 2023, le prix moyen payé au producteur (477 €/1 000 l) recule de 1,3 % sur un an (+19,6 % sur le second semestre 2021/2023). Annuellement, il progresse toujours de 5,2 % au regard de celui de 2022, à cause d'un début d'année particulièrement bien valorisé. Au contraire, au niveau national, la faiblesse des disponibilités et le contexte d'inflation soutiennent la rémunération du lait. Sur les six

derniers mois de l'année, le prix payé au producteur (484 €/1 000 l) régresse de 0,3 % sur un an, tandis que le prix moyen cumulé depuis janvier s'élève à 487 €/1 000 l, soit une hausse de 5,9 % entre 2022 et 2023.

Dans le secteur du **lait biologique**, la baisse drastique de la demande incite les producteurs à réduire la collecte dans l'ensemble des régions. La tendance risque de s'aggraver en raison du faible nombre de conversions envisagées et des retours en production conventionnelle d'exploitations déjà certifiées. En outre, des évolutions techniques dans les élevages, telle que la monotraite, contribuent aussi à affaiblir le niveau des livraisons. Cette problématique risque de fragiliser à terme un certain nombre de laiteries bio implantées dans des zones à faible densité d'éleveurs bio. En Pays de la Loire, le nombre de livreurs est en diminution tandis que les conditions climatiques de la fin d'année dégradent les pâturages. Par ailleurs, les stocks de fourrages disponibles nécessaires pour l'alimentation hivernale des animaux ne sont pas suffisamment qualitatifs. Ainsi, la production ligérienne de lait bio au second semestre (8 % des livraisons totales) baisse de 4,8 % entre 2022 et 2023. Même constat au niveau national, avec une baisse de 3,6 % en comparaison avec le second semestre 2022. En contrepartie, ce déficit de la collecte stimule la rémunération du litre de lait bio. Néanmoins, l'augmentation des prix est moindre que celle constatée jusqu'en 2021. Au second semestre 2023, le prix moyen payé au producteur ligérien (532 €/1 000 l) gagne 3,5 % sur un an tandis qu'il progresse de 5,5 % (soit 506 €/1 000 l), en cumulé depuis janvier, comparativement à celui de 2022. Au national, le prix moyen payé au producteur (514 €/1 000 l) progresse quant à lui de 5,5 % sur un an.

La fabrication de produits laitiers est à la peine au second semestre 2023 et plus généralement sur l'ensemble de l'année. L'érosion de la collecte et le recul de la consommation incitent les industriels à réduire la fabrication de certains produits. Seul le compartiment de la crème progresse entre 2022 et 2023. Certains produits comme le beurre, la crème ou la poudre de lait sont tirés par une demande soutenue à l'exportation. Le secteur laitier contribue ainsi au bond de l'excédent commercial français, qui bénéficie aussi d'une diminution des importations en raison de la baisse de la consommation

intérieure. Le secteur des produits bio est encore plus impacté par la baisse des achats des ménages, accentuée par une tendance au désengagement de certaines GMS sur la gamme bio. La perte de parts de marché est d'autant plus inquiétante qu'elle dure depuis 2021. Le risque d'un changement d'habitude de certains consommateurs sur cette catégorie de produits plane sur le secteur et impose une réflexion sur le repositionnement du segment du bio.

En Europe, après avoir suivi une tendance haussière depuis janvier, la collecte laitière s'inverse à partir du mois d'août. Celle-ci pâtit de la baisse du prix du lait et d'événements climatiques, qui touchent particulièrement le nord de l'Europe. Au final, entre 2022 et 2023, la collecte européenne perd 1,4 %. De même, le prix du lait européen baisse également sur la même période. A noter que le prix du lait français résiste mieux que celui de ses partenaires européens. La progression plus modérée des cours en 2022 permet d'amortir plus facilement le retournement de la conjoncture.

Broutards : exportations perturbées par la MHE et en recul faute de disponibilités

La baisse des naissances de **veaux** (allaitants et croisés), liée à la décapitalisation bovine structurelle observée depuis 2016, réduit les disponibilités en broutards année après année. L'actuel dynamisme de l'engraissement sur le territoire national réduit par ailleurs les effectifs de broutards exportables. Ainsi, un peu plus de 990 000 bovins maigres de 4 à 16 mois sont exportés en 2023 à l'échelon national, soit - 7 % / 2022. A l'exception de l'Espagne, les principales destinations habituelles sont orientées à la baisse. La fermeture du marché algérien pour des raisons sanitaires (détection sur le territoire français, en septembre 2023, de la maladie hémorragique épizootique – MHE) contribuent nettement à l'effondrement des expéditions de broutards vers les pays tiers. Pour réduire les durées et les coûts d'engraissement, les animaux de plus de 300 kg, mâles ou femelles, sont plus particulièrement recherchés en 2023. Dans ce contexte, les prix des broutards restent élevés et légèrement haussiers au cours du premier semestre avant un creux estival, puis un rebond en septembre et un fléchissement en fin d'année, au gré des opportunités et possibilités d'export.

Veaux de boucherie : l'érosion des abattages permet une certaine stabilité des cours

En 2023, le marché des **veaux de boucherie** est marqué par des fluctuations saisonnières conséquentes de l'offre et de la demande. La production de veaux de boucherie et les abattages régionaux (- 5 %/2022, avec moins de 20 000 veaux abattus par les abattoirs de la région en 2023, chiffre le plus faible des dix dernières années) se contractent de nouveau. De nombreux facteurs expliquent la situation 2023 de la filière vitelline : achats orientés à la baisse (- 7,3 %/2022), inflation et prix élevés à la consommation, disparition d'ateliers de production, niveau élevé des coûts de production, ajustement des mises en place à la demande du marché... La part des veaux croisés lait-viande tend à progresser pour représenter environ un tiers de la production nationale alors que les veaux laitiers régressent pour progressivement ne représenter qu'un veau sur deux. En 2023, la reprise saisonnière de la consommation de viande de veau à la rentrée scolaire est freinée par la météorologie particulièrement chaude de l'automne. Supérieures aux valeurs 2022 lors du premier semestre 2023, les cotations se maintiennent ensuite à des niveaux assez proches de 2022 grâce à la bonne maîtrise des mises en place par les intégrateurs.

Ovins : le repli de la production se confirme, la consommation est peu dynamique, les importations complètent la production nationale et les cotations atteignent des niveaux record

Dans un contexte d'érosion du cheptel reproducteur **ovin** (lait et viande), les abattages 2023, d'agneaux et d'ovins de réforme, sont en repli, de - 2,2 %/2022 pour l'échelon régional et de - 7,9 %/2022 à l'échelle nationale. Les importations se révèlent proches de celles enregistrées en 2022, principalement originaires du Royaume-Uni, sachant que le taux national d'autosuffisance est de 50 % en 2023. En dehors des périodes où les importations sont stimulées par les perspectives liées aux fêtes religieuses (Pâques, Aïd el Kébir, fin d'année), les faibles sorties nationales s'équilibrent avec une demande peu dynamique. Dans ce contexte, les cours 2023 sont régulièrement supérieurs aux valeurs élevées des prix 2022, avec une hausse continue des cotations des agneaux au

cours du dernier trimestre 2023 (plus de 8,9 €/kg carcasse fin décembre). La consommation nationale de viande ovine est en baisse (- 4,3 %/2022). La demande est assez soutenue en Asie et au Moyen-Orient. Les flux mondiaux, d'ovins vivants comme de viande ovine, semblent davantage s'y concentrer, aux dépens de ceux destinés à l'Europe. En 2023, le marché mondial ovin se révèle par ailleurs impacté par les effets de la sécheresse observée en Australie.

Lait de chèvre : baisse de la collecte mais bonne tenue des prix

Au second semestre 2023, la production de **lait de chèvre** recule : - 0,1 % sur la région et - 2 % au national par rapport à celle du second semestre 2022. Sur l'année, la collecte totale ligérienne est inférieure de 0,3 % à celle de 2022 (+ 1,1 % par rapport à celle de 2021) alors que la production française diminue quant à elle de 0,8 % au regard de celle observée en 2022. L'amélioration de la marge laitière n'est pas suffisante pour dynamiser les livraisons. Même si les élevages caprins sont moins dépendants des conditions météorologiques, l'automne n'a pas été favorable à la production. Malgré le reflux progressif de l'inflation, le prix du lait de chèvre en France reste élevé au second semestre comparativement à celui de 2022. Il bénéficie de l'amélioration de la composition du lait et de la baisse des livraisons, malgré des disparités entre bassins de production. Ainsi, le prix réel gagne 3,6 % en Pays de la Loire (976 €/1 000 l) et 4,2 % au national (965 €/1 000 l) entre les seconds semestres 2022 et 2023. Annuellement, le prix moyen cumulé ligérien (936 €/1 000 l) s'adjuge 8,3 % par rapport à celui de 2022 (+ 8,9 % au national, soit 907 €/1 000 l).

L'activité industrielle est marquée par un recul important des importations lié à une diminution de la collecte espagnole. En outre, face aux incertitudes liées à la consommation des ménages, les industriels préfèrent diminuer aussi leurs approvisionnements. Logiquement, les fabrications de produits laitiers sont en baisse sur le second semestre 2023, de même que sur l'ensemble de l'année, par rapport à celles de l'année précédente. Toutefois, une reprise de la consommation de fromage de chèvre s'amorce et pourrait modifier le niveau des fabrications. Il en est de même pour les exportations qui semblent retrouver également un certain dynamisme.

Porc : des cours à un niveau élevé mais en baisse, un coût de l'alimentation restant élevé, une offre en baisse et une demande atone

Le cours du **porc** atteint un palier haut au cours du 3^{ème} trimestre, pour diminuer jusqu'à la fin du semestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, Centre Ouest) ouvre le semestre à 2,52 €/kg et le ferme à 2,01 €/kg. Les cotations varient entre 1,99 €/kg et 2,55 €/kg, soit de 56 centimes en moins. Le cours moyen du second semestre s'établit à 2,23 €/kg, c'est 4,1 % au-dessus du cours du même semestre 2022 et 31 % au-dessus de la moyenne quinquennale 2018-2022. Les cours des autres pays européens suivent la même tendance baissière mais le niveau des prix de fin d'année est plus élevé.

C'est la chute des cheptels et de l'offre en porc en Europe qui a un impact sur l'ensemble des marchés, maintenant les cours du porc historiquement élevés. Les professionnels en aval sont confrontés à la difficulté de répercuter les prix auprès des consommateurs, eux-mêmes moins demandeurs en raison de l'inflation persistante. L'aval de la filière doit aussi faire face au ralentissement des ventes à l'export.

Les tonnages de viandes de porc charcutier abattus (en tec) du second semestre 2023 par rapport au second semestre 2022, diminuent sur la région Pays de la Loire (-6,1 %), sur la Bretagne (-2,1 %) et sur la France (-3,7 %). Par rapport au premier semestre de l'année, les abattages suivent une baisse moins marquée en Pays de la Loire (-0,3 %), en Bretagne (-0,6 %) et en France (-1,8 %). Les exportations en volume de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées de la France étaient en baisse sur l'année 2023 (-7 %, -30 kt) comparées à l'année 2022, avec un recul plus accusé vers les pays tiers (-11 %, -16 kt), notamment vers la Chine (-17 %, -11 kt). La Chine développe sa production locale et recourt plus souvent aux importations en provenance des États-Unis et du Brésil. Toujours pour les viandes fraîches, réfrigérées ou congelées, et sur la même période, les importations de la France (très largement d'origine UE, et majoritairement d'Espagne) ont décliné (-6 %, -18 kt). Au total le solde pour l'année 2023 est positif en volume (+157 kt).

La consommation des ménages à domicile (Kantar Worldpanel) calculée en volume sur l'année 2023 est en recul par rapport à l'année 2022 : -3,3 % pour le porc frais. La consommation

de charcuteries est également en recul en volume (-2,1 %) dont le jambon (-3,2 %). La consommation globale de porc (calculée par bilan) continue à ralentir. En décembre, son évolution reste nettement négative (-3,8 % sur douze mois glissants).

Selon l'IPAMPA France entière, le coût des intrants se stabilise au second semestre (-1,9 % et -7,2 % en année glissante). Les prix de l'énergie et lubrifiants s'apprécient de 6,8 % sur le second semestre. Les prix des engrais et amendements chutent de 10 % sur le second semestre (-36,6 % en année glissante). De même, les prix de l'aliment porcin refluent au cours du semestre (-8,8 % par rapport au semestre précédent).

La marge brute des éleveurs naisseurs engraisseurs chute de 40 % au cours du semestre, de 2 652 €/trouille/an au mois de juillet 2023 pour atteindre 1 579 €/trouille/an. Néanmoins, le niveau de la fin d'année reste élevé en relation avec le niveau des prix de l'alimentation porcine.

Volailles : reprise progressive des abattages pour la consommation, après une année 2022 marquée par l'épizootie de grippe aviaire

Au second semestre 2023, la reprise des abattages se poursuit dans les Pays de la Loire, suite aux deux épisodes d'épizootie d'influenza aviaire de 2022. La valorisation pour la consommation humaine reprend un cours quasi normal, sauf pour les canards, les plus impactés par la grippe aviaire. Une campagne de vaccination contre l'influenza aviaire hautement pathogène est lancée à compter d'octobre 2023. Ciblée sur les canards d'élevage, cette campagne vaccinale en touche 8 millions en Pays de la Loire. La vaccination vient compléter les mesures de prévention déjà en vigueur sur le territoire métropolitain (biosécurité, mises à l'abri des animaux, surveillance...), dont le bon respect reste impératif. Compte-tenu que l'année 2022 avait été fortement marquée par l'épizootie de grippe aviaire, les comparaisons se feront avec l'année 2021. L'abattage de volailles est réduit de 9 % (en poids) entre les seconds semestres 2021 et 2023. La réduction des abattages est ainsi moins marquée qu'au 1^{er} semestre (-21 %). Au final, l'année 2023 marque un retrait de 15 % par rapport à l'année 2021.

Les **poulets** représentent 68 % du

poids des volailles abattues au second semestre 2023. Les abattages reviennent quasiment à la normale à partir de mai. Par rapport au second semestre 2021, 4 % de poulets sont abattus en moins. Au total, la réduction sur l'année 2023 est de 7 % par rapport à 2021.

Les **dindes** comptent pour 16 % du poids des volailles abattues au second semestre 2023. Les abattages reprennent davantage à partir d'août. Ils se réduisent de 13 % entre les seconds semestres 2021 et 2023, aboutissant à une diminution annuelle de 24 % (par rapport à 2021).

Les **canards** représentent 12 % du poids des volailles abattues au second semestre 2023. La réduction des abattages est moins forte qu'au 1^{er} semestre, qui connaît une baisse de 57 % par rapport au même semestre de l'année 2021. L'abattage de canards pour la consommation est réduit de 28 % entre les seconds semestres 2021 et 2023. Au total, la réduction sur l'année 2023 est de 41 % par rapport à 2021.

Enfin, les **pintades**, 4 % du poids des volailles abattues au second semestre 2023, connaissent une baisse des abattages au second semestre 2023 : -17 % par rapport au second semestre 2021. La baisse sur l'année est au final de 19 %.

Après la hausse des matières premières et des aliments de 2022, le **coût des aliments** est en baisse pour toutes les espèces avicoles. Il baisse de 25 % entre les seconds semestres 2022 et 2023 pour les poulets standard, après une baisse de 7 % au 1^{er} semestre. La baisse sur l'année est au final de 17 % pour cette catégorie de volailles. En répercussion de cette baisse du coût des aliments, les prix à la production des volailles baissent de 5 % entre les seconds semestres 2022 et 2023, après une hausse de 18 % au 1^{er} semestre. Au final, les prix à la production des volailles montent (+6 % en moyenne annuelle par rapport à 2022). Les cotations sur le marché de Rungis semblent avoir atteint un plafond, ne progressant plus depuis juillet 2022.

Œufs : prix des œufs en hausse sur l'année

Les prix à la production des **œufs** baissent de 18 % entre les seconds semestres 2022 et 2023, après une forte hausse (de 44 %) au 1^{er} semestre. Au final, les prix augmentent de 9 % sur

l'année par rapport à 2022. En raison notamment de l'intégration de la filière, le consommateur final ne subit pas la hausse dans les mêmes proportions. Ainsi, le prix des œufs au détail n'a augmenté que de 1,5 % sur l'année, atteignant 1,45 € en décembre pour la boîte de 6 œufs sans label.

Cuniculture : moins de lapins

La filière cunicole poursuit son ralentissement. L'abattage de **lapins** se stabilise entre le second semestre 2022 et le même semestre en 2023, après une baisse de 10 % constatée au 1^{er} semestre. Globalement sur l'année 2023, la réduction est de 6 % par rapport à 2022. Le coût des aliments est en baisse de 10 % entre les seconds semestres 2022 et 2023,

après une augmentation de 7 % au 1^{er} semestre. Au final sur l'année le coût des aliments est stable (- 2 %). Le prix moyen payé à la production des lapins augmente de 10 % entre les seconds semestres 2022 et 2023, après une stagnation au 1^{er} semestre. Au final sur l'année il augmente de 5 %.

Commerce extérieur régional

Au second semestre 2023, le solde commercial redevient positif

Au second semestre 2023, l'export **agricole et agroalimentaire** diminue de 12 % par rapport au second semestre 2022, mais est cependant supérieur de 11 % au second semestre 2021. Sur l'année, la baisse est de 11 %, mais est cependant supérieure de 9 % à l'année 2021. En 2023, l'export agricole et agroalimentaire représente 18 % des exportations régionales, réparti en produits agricoles bruts pour 23 % et en produits transformés pour 77 %.

En comparaison, l'import agricole et agroalimentaire diminue de 7 % par rapport au second semestre 2022, contre une hausse de 10 % au 1^{er} semestre. Sur l'année, la progression est de 1 %. En conséquence, le solde commercial agricole et agroalimentaire redevient positif sur ce dernier semestre, contrairement au 1^{er} semestre. Au 1^{er} semestre, les exports ne couvrent que 91 % des imports. Au second semestre, les exports couvrent 102 % des imports. Sur l'année, les exports ne parviennent à couvrir que 96 % des imports.

Les exportations des **produits agricoles bruts** sont en baisse de 30 % par rapport au second semestre 2022. Sur l'année, la baisse est de 27 %. En 2023, les céréales et oléagineux représentent 47 % des montants ; viennent ensuite les légumes (21 %), puis les volailles vivantes et œufs (9 %) et les fruits (7 %). En 2023, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 4 % de l'ensemble des produits exportés.

De leur côté, les importations des produits agricoles bruts sont aussi en baisse (- 21 %), après une hausse de 12 % au 1^{er} semestre. Sur l'année, elles baissent de 6 %, mais sont supérieures de 10 % à l'année 2021. En 2023, les céréales et oléagineux représentent 40 % des montants ; viennent ensuite les légumes (12 %), puis les volailles vivantes et œufs (9 %). En 2023, les produits de la culture et de l'élevage comptent pour 2,5 % de l'ensemble des produits importés.

En conséquence, l'excédent commercial régional des produits agricoles bruts se réduit (- 46 % au second semestre). Le taux de couverture du commerce extérieur (rapport entre la valeur des exportations et celle des importations) se dégrade passant de 148 % à 130 % entre les seconds semestres 2022 et 2023. Sur l'année, le taux de couverture est de 120 %.

Les exportations des **produits transformés** baissent légèrement : - 4 % par rapport au second semestre 2022. Cependant, elles sont supérieures de 10 % au second semestre 2021. Sur l'année, elles baissent de 5 %, mais sont supérieures de 15 % à l'année 2021. L'export de boulangerie-pâtisserie industrielle est à la hausse (+ 11 % au second semestre). En 2023, il représente 15 % des exports. L'export est en hausse aussi pour les viandes (+ 7 % au second semestre). En 2023, l'export en viandes compte pour 20 % des exports de produits transformés. L'export est en baisse pour les produits laitiers (- 8 % au second semestre). En 2023, il représente 21 % des exports. L'export des huiles et graisses végétales et animales baisse fortement (- 28 % entre les deux derniers semestres). En 2023, il représente 16 % des exports de produits transformés. En 2023, les produits agroalimentaires comptent pour 14 % de l'ensemble des produits exportés.

De leur côté, les importations des produits transformés baissent aussi légèrement (- 4 %), mais sont supérieures de 17 % au second semestre 2021. En lien avec une hausse de 9 % au 1^{er} semestre, la progression est de 3 % sur l'année. L'import de boulangerie-pâtisserie industrielle est à la hausse (+ 16 % au second semestre). En 2023, il représente 9 % des imports de produits transformés. L'import de produits à base de tabac augmente (+ 6 % au second semestre) et pèse toujours fortement, représentant 12 % des imports en 2023. L'import est en baisse pour les viandes (- 3 % au second semestre). En 2023, il représente 11 % des imports. L'import en produits laitiers baisse aussi (- 14 % au second semestre). En 2023, il représente 13 % des imports. L'import en huiles et graisses végétales et animales baisse fortement (- 26 % au second semestre). En 2023, il représente 22 % des imports. En 2023, les produits agroalimentaires comptent pour 11 % de l'ensemble des produits importés.

Au second semestre, le taux de couverture du commerce extérieur s'améliore par rapport au 1^{er} semestre, passant de 86 % à 96 %. Sur l'année, le solde commercial des produits agroalimentaires régionaux reste négatif, comme depuis 2018. Sur l'année, le taux de couverture est de 91 %.

Industries agroalimentaires

Après un recul sur la première moitié du semestre, la production s'est redressée mais la demande se contracte. Les prix des matières premières et les prix de vente diminuent.

Industries des viandes

La baisse de production s'atténue au cours du semestre. Les commandes sont jugées insuffisantes. La baisse du prix des matières premières s'amorce à partir d'octobre et est répercutée sur les prix des produits finis. Les effectifs sont réduits sur la fin d'année.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes

Après un repli, la production est en hausse sur novembre et décembre. Les prix baissent puis se stabilisent en décembre.

Les entreprises en bref

Sources : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, La Tribune, Le Maine libre, Le Courrier de l'Ouest Saumur, France Bleu Loire Océan, Banque de France, lettre de l'API de juillet à décembre 2023.

Loire-Atlantique

Alnahrain Agriagro, groupe émirati spécialisé dans les produits à base de viandes halal, s'apprête à construire un abattoir de volailles de 2 000 m² à Nozay. L'investissement est annoncé à 4,5 M€ pour une capacité de 50 000 poulets par semaine. L'activité porterait sur des volailles entières prêtes à l'expédition en privilégiant les productions labellisées. La nouvelle entité prendra le nom de **Breizh bétails**.

La Route des comptoirs, importateur, assembleur et distributeur de thé bio (46 salariés, 7 M€ de CA) basé au Landreau, est racheté par le groupe indépendant francilien Ricardo. Ce dernier chapeaute plusieurs torréfacteurs et entreprises spécialistes du café pour un total de 880 salariés et de 220 M€ de revenus. Il avait déjà pris position dans l'Ouest en 2008 en rachetant le torréfacteur Lobodis (12,5 M€ de CA, 36 salariés) à Bain-de-Bretagne (35). Les deux filiales sont complémentaires sur leurs réseaux de distribution. La collaboration devrait aussi se traduire par l'élaboration de recettes ou encore un sourcing commun et les deux entreprises lancent un collectif baptisé « Act&respect » ayant pour vocation d'intégrer d'autres PME souhaitant affirmer leur engagement écologique et sociétal.

Terrena est entré en négociations exclusives avec les actionnaires majoritaires pour racheter Tipiak. Ce rapprochement avec Tipiak offre à Terrena l'opportunité de renforcer la présence de Terrena sur le marché du végétal et de se développer dans

le domaine des produits traiteurs. Terrena réalise un CA de 5,4 mds€ avec 20 117 exploitations agricoles et 12 366 salariés. Le capital de Tipiak est jusqu'à maintenant détenu par les familles fondatrices Billard (35 %) et Groult (35 %). Tipiak fait face à une situation marquée par l'endettement, avec une dette nette (63,7 M€ fin 2022) supérieure à la valeur des capitaux propres (61,6 M€). Sa croissance (+13,4 % en 2022 pour 239,4 M€ de CA consolidé) est portée par l'inflation, et non par l'augmentation des volumes. L'entrée de nouveaux actionnaires permettrait de mener des projets de développement, notamment sur le bio, où Tipiak n'est pas présent. Tipiak employait en 2022 un effectif moyen de près de 1 500 personnes. Une dégradation des résultats de Tipiak est attendue en 2023 en raison notamment de la perte d'un gros client américain.

La **fromagerie Laïta** d'Ancenis achève un programme d'investissement de 8 M€ mené sur 3 ans afin, principalement, d'accroître la capacité de production (22 000 tonnes en 200 références de brie et camembert, 60 % à l'export) et de diversifier le mix produits. Il s'agissait notamment de convertir l'outil de production de fromages grands formats en fromages petits formats de moins de 500 grammes. Laïta a également investi 1 M€ dans un robot pour soulager la pénibilité des tâches. Une autre partie de l'enveloppe investie a permis de réduire de 10 % en deux ans l'empreinte carbone de la fromagerie.

La distillerie **Distiloire** déplace son activité de Saint-Mars-de-Coutais à Sucé-sur-Erdre pour doubler sa

surface de production, dans un ancien bâtiment agricole de 500 m² et sur un terrain attenant d'un demi hectare. Elle y cultivera les plantes aromatiques certifiées bio utilisées dans sa gamme. 500 k€ sont investis dans le foncier et les travaux de rénovation par l'entreprise artisanale de 3 personnes. La distillerie devait commercialiser en 2023 25 000 bouteilles, contre 12 000 en 2020. L'essentiel de cette production est lié à ses produits historiques, le Meskad, un pastis, et un gin baptisé 1924. Les vermouth, lancés en 2020, pèsent pour 20 % des cols, devant un cold brew et un rhum épicé. Ces volumes n'incluent pas la vente de Bib de 5 litres à destination du marché CHR, qui constituent un nouveau format pour l'entreprise. Celle-ci prévoit le lancement d'une gamme de whisky en 2025. Devant dégager 300 k€ de chiffre d'affaires HT en 2023, Distiloire mise sur une croissance linéaire de 10 à 15 % sur les années à venir. La distillerie compte réaliser jusqu'à 2 recrutements d'ici à 3 exercices.

Maine-et-Loire

L'Abeille, fabricant de boissons, prévoit le démarrage de la production dans sa nouvelle usine de 56 000 m² à Mazières-en-Mauges en mars 2024. Ce nouvel outil se substituera à terme aux 23 000 m² de l'actuel site de Cholet enclavé dans la ville. L'investissement de 200 M€ permettra à l'Abeille de passer de 5 à 12 lignes de production sous 3 ans, avec 250 salariés contre 135 en 2023. 2 lignes relocaliseront le conditionnement du lait de consommation collecté dans les Mauges et actuellement embouteillé dans une autre usine du groupe la

Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel (LSDH). D'autres lignes seront dédiées à la production de boissons végétales.

Le Tribunal de commerce d'Angers a prononcé la liquidation judiciaire de la conserverie anti-gaspi et d'insertion **OrNorme** basée à Brain-sur-Allonnes et créée en 2020. 5 salariés, dont 3 en insertion, transformaient des fruits et légumes déclassés. Le contexte d'inflation a déséquilibré le modèle économique d'OrNorme.

Cooknrun, fabricant de barres énergétiques et plats lyophilisés bio, s'installe dans un nouvel atelier de 700 m² au sein du Marché d'intérêt national (Min) d'Angers. Comptant 5 salariés en plus de ses deux dirigeants, Cooknrun entend monter ses effectifs à 13 personnes en 2024. L'entreprise distribue principalement dans 400 points de vente Biocoop et dans une centaine de magasins Decathlon en France, ainsi qu'en direct par la vente en ligne. Cooknrun va augmenter sa production en 2024 en développant la fabrication à façon pour des marques spécialisées et en renforçant ses gammes de repas lyophilisés.

Jusqu'à-là contrôlée à 100 % par Thomas Lesoin, la **Brasserie du Bouffay**, à Carquefou, recompose son capital. Employant une douzaine de salariés, l'entreprise produit jusqu'à 13 000 hectolitres par an. Elle a connu au cours des derniers exercices une croissance régulière, pour atteindre un chiffre d'affaires de 3,3 M€ en 2022. La majeure partie de l'activité est réalisée en GMS et CHR, 80 % des ventes étant concentrées dans un rayon de 80 kilomètres. La Brasserie du Bouffay veut développer ses positions à Nantes et dans les départements voisins et étudie actuellement des options pour augmenter ses capacités industrielles et ses capacités de stockage.

Gwenn Gouraud est le nouveau directeur général de **La Tourangelle**, fabricant d'huiles alimentaires à Saumur. De profil international, Gwenn Gouraud a notamment la charge de consolider les positions de La Tourangelle aux États-Unis, où l'entreprise réalise 80 % de ses 70 M€ chiffre d'affaires à travers sa filiale locale, et de développer sa présence dans de nouveaux pays.

Mayenne

Fondée il y a 6 ans à l'Huisserie, l'**Atelier du ferment** est une PME de 15 salariés qui produit 250 000 bouteilles de kéfir aromatisé par an. Cette boisson est distribuée dans 1 200 points de vente,

essentiellement des Biocoop, magasins bio mais aussi en grande distribution, dans les super U du grand ouest, Carrefour, Leclerc et Intermarché. La PME se déploie à l'export (Suisse, Belgique, Angleterre) et prépare une nouvelle gamme destinée au secteur de la restauration hors domicile. Une levée de fonds en 2024 permettra d'investir dans la mécanisation du conditionnement et de renforcer les équipes.

L'entreprise **My Pie**, spécialisée dans la fabrication de produits de snacking vendus chauds (pizzas, quiches et tourtes) à Gorron, investit dans une nouvelle usine d'une surface de près de 5 000 m², dans la même commune. Les travaux commencent en octobre 2023 pour une livraison prévue au printemps 2024. My Pie emploie 75 salariés et a réalisé un chiffre d'affaires de 5,7 millions d'euros en 2021. Avec le nouveau site, la capacité de production de pizzas sera doublée de 6 000 pizzas par heure à 12 000 et la gestion des stocks surgelés sera internalisée.

Lactalis a acheté Marie Morin Canada qui emploie 52 salariés pour la fabrication de desserts frais et surgelés proposés dans des ramequins en verre. Lactalis Canada compte 4 000 employés et 30 sites d'exploitation.

Le groupe **Lactalis** a maintenu sa collecte de lait en 2023 : 22,6 milliards de litres de lait à l'échelle mondiale auprès de 435 000 producteurs et 5,3 milliards de litres auprès de 12 500 producteurs français. Ses volumes de ventes (pour les produits de grande consommation) sont en recul de -1,1 % de janvier à septembre 2023 au niveau mondial mais une hausse du chiffre d'affaires sur le marché français est attendue (5 milliards d'euros en 2022). Lactalis a engagé, en 2023, 200 millions d'euros d'investissements en France (soit + 6 % environ comparé à 2022), dont 30 à 40 millions d'euros (20 %) dans ses engagements RSE. 70 millions d'euros ont été investis dans la modernisation de la fromagerie de Domfront-en-Poiraie. Le groupe ne prévoit pas de baisse d'investissements en France en 2024.

Sarthe

Deux ans après son transfert de Saint-Aubin-des-Coudrais à Cherré-Au, dans une usine neuve de 4 600 m² qui avait mobilisé un investissement de 9 M€, **Charcuterie du moulin** souhaite multiplier par 4 sa capacité de production. L'objectif de 24 tonnes par jour et 3 000 tonnes par an serait atteint en passant de 40 à 130 salariés sur la

même surface. Filiale depuis 2019 du groupe Alliance qui détient également les rillettes Bahier avec qui elle forme le pôle Alliance terroir, Charcuterie du moulin a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 5,4 M€ contre 4,7 M€ en 2019.

Le groupe **LDC** annonce un chiffre d'affaires de 3,02 Md€ au premier semestre de l'exercice 2023-2024, en hausse de 10,5 %. Un chiffre lié notamment aux acquisitions des marques Matines en 2022 et Ovoteam et Galina Maine en 2023. LDC souhaite développer son activité « œufs » qui devrait à elle seule représenter plus de 300 M€ de chiffre d'affaires en année pleine.

Le groupe **Bigard** transfère l'abattage des porcs de l'abattoir Charal de Sablé-sur-Sarthe vers l'abattoir d'Évron, en Mayenne, et celui de Châteauneuf-du-Faou dans le Finistère. L'unité sarthoise conservera l'abattage des femelles ayant mis bas et le désossage des têtes, activités pour lesquelles le site est spécialement équipé. Une quarantaine de salariés, sur les 400 de l'abattoir, sont concernés par cette délocalisation qui s'effectuera sans baisse d'effectif.

Vendée

L'usine Bodin, de conditionnement et de découpe de volaille bio de Sainte-Hermine, ferme après quarante ans d'existence. Pour augmenter la compétitivité, l'activité est transférée à Ancenis sur un autre site du groupe Galliance, auquel Bodin appartient. L'abattoir avait été fermé en 2019. Sur 104 salariés, 29 ont accepté un remplacement sur d'autres sites du groupe et 75 seront licenciés. Le plan de sauvegarde de l'emploi validé prévoit une "commission de suivi" pour accompagner les salariés dans leur recherche d'emploi.

Le fournisseur de viandes surgelées **O'Guste** lance au 4e trimestre 2023 une nouvelle gamme de produits de snacking. L'entreprise a investi fin 2022 plus d'1,1 M€ dans la création d'un atelier dédié à cette production sur son site de Mortagne-sur-Sèvre. Employant 110 personnes, cette filiale du groupe Alliance est spécialisée dans la transformation de viandes de porc, bœuf et agneau en produits crus, cuits ou cuisinés, à hauteur de 8 500 tonnes. La production est destinée à 45 % aux départements et régions d'outre-mer et collectivités d'outre-mer (Drom-Com), dans une même proportion aux professionnels de la restauration hors domicile et pour 10 % aux fabricants de plats cuisinés. L'activité a généré

42 M€ de chiffre d'affaires en 2022, en progression de plus de 20 %, avec des volumes stables. Des travaux d'extension de l'usine pourraient être lancés d'ici à 2025 sur les zones de réception, préparation de commandes et stockage de l'entreprise.

Le groupe de charcuterie-traiteur **Fleury Michon** voit ses ventes augmenter au premier semestre 2023, en dépit d'un « léger déclin » de la charcuterie (pâtés, émincés...), compensé par des hausses de prix. Son chiffre d'affaires, de 422,3 M€, est en hausse de près de 13 % par rapport au premier semestre 2022. Le groupe affiche un bénéfice net de 1,2 M€, contre une perte nette de 2,5 M€ un an auparavant, essentiellement due à la hausse du coût de l'énergie et des emballages.

Fleury Michon et la coopérative bretonne Eureden rejoignent un programme d'innovation, Fork&Care, lancé par le CHU de Nantes, l'Institut de cancérologie de l'Ouest et l'opérateur nantais de programmes d'accélération Startup Palace afin d'accompagner sur 10 mois 6 jeunes pousses prometteuses en matière d'alimentation santé. Les thèmes de travail seront le microbiote, la prévention et la dénutrition des patients. Un appel à candidatures aux start-up sera lancé. Les rangs du consortium restent ouverts à d'autres acteurs agroalimentaires souhaitant s'y impliquer.

La société **SODEBO**, figurant parmi les leaders du rayon traiteur en GMS, s'attend en 2023 à une baisse des volumes de 5 %, tandis que le chiffre d'affaires serait en légère progression, de l'ordre de 550 M€ contre 547 M€ en 2022. Pour autant, elle maintient l'objectif d'intégrer 300 nouveaux salariés en 2023 et d'un haut niveau d'investissement en 2024. L'entreprise va investir 12 M€ dans une extension pour ses produits à base de poulet, segment en croissance. D'autres investissements porteront sur une ligne de production pour les produits de la start-up 77 Foods développant la marque La Vie, 2 lignes de Pastabox, 2 lignes de sandwiches et une ligne de biscuiterie (2024/2025) qui fabriquera notamment les nouvelles fourchettes comestibles accompagnant les salades.

Le volailler **Maître Coq**, filiale de LDC qui emploie 2 600 salariés sur 10 sites, principalement en Vendée, veut recruter 60 salariés supplémentaires sur la fin d'année 2023.

La **Fournée dorée Atlantique** envisage de se doter d'une centrale photovoltaïque de 3 MWc sur son site aux Achards, spécialisé dans la fabrication de produits de pâtisserie et de viennoiserie. En tablant sur une production annuelle de 3 706 MWh, l'industriel serait en capacité de couvrir 15 % de ses besoins en électricité. Les panneaux couvriront une surface utile de 1,4 hectares. Le terrain est constitué

d'anciennes parcelles agricoles laissées en friche en vue de l'extension de la zone d'activité. Troisième marque nationale de viennoiseries et de pains préemballés industriels derrière Pasquier et Harry's, La Fournée dorée emploie au total 1 700 salariés dans cinq usines dont environ 400 à La Fournée dorée Atlantique. Le groupe affichait en 2020 un chiffre d'affaires de 335 M€.

Le groupe coopératif **Cavac** intègre deux coopératives : la Cevap, basée à Saint-Malo-du-Bois et regroupant 40 éleveurs de veaux de boucherie (7 salariés, 35 M€ de CA) et la Coopérative Val de Sèvre, qui compte 116 adhérents, éleveurs et producteurs de foie gras et totalise 65 M€ de chiffre d'affaires en année hors grippe aviaire.

Le groupe voit, sur l'exercice clos fin juin 2023, son chiffre d'affaires passer de 1,169 à 1,218 Md€, dont 940 M€ pour la coopérative et le reste pour les filiales industrielles. Le résultat net revient à son plus haut niveau à 10,4 M€ contre 7,6 M€ en 2021/2022. Cavac maintiendra ses investissements à hauteur d'environ 30 M€ en 2024.

La collecte de céréales et la production de légumes secs sont au plus bas. Dans le pôle animal (49 % du chiffre d'affaires), les cheptels sont toujours à la baisse mais les prix se sont nettement améliorés. Le CA est en hausse de 7 % pour le pôle distribution mais les résultats sont en demi-teinte pour le pôle agroalimentaire (Bioporc, Biofournil et Atlantique Alimentaire).

Liste des annexes à télécharger

[Cotations des céréales et oléoprotagineux](#)

[IPAMPA](#)

[IPPAP](#)

[Abattages des animaux \(bétail, volailles et lapins\)](#)

[Cotations animales \(bétail, volailles, lapins et oeufs\)](#)

[Livraison de lait et prix du lait](#)

Cotations fruits et légumes sur le site <https://rnm.franceagrimer.fr/>

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : J. BARRE (Direction)

Contexte météorologique : C. HERBILLON (SRISE)

Productions végétales : J.C BOUHIER, P. GUERIN, C. HERBILLON, A. KETERS, S. MARCHAND (SRISE)

IPAMPA : O. GROSMEINIL (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : C. FOUCHARD, O. GROSMEINIL, B. ROBERT, V. SALAÛN (SRISE)

IAA : C. BERCHON (SREAF)

Coordination : C. HERBILLON (SRISE)

www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directrice régionale : Annick Baille
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédactrice en chef : Cécile Herbillon
Rédaction : DRAAF
Composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2024